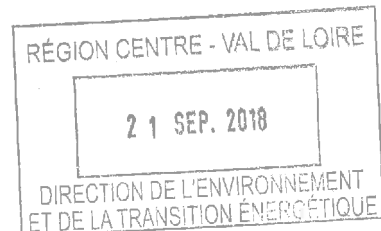
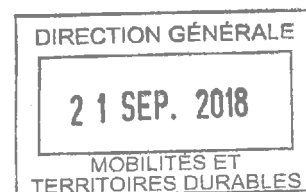


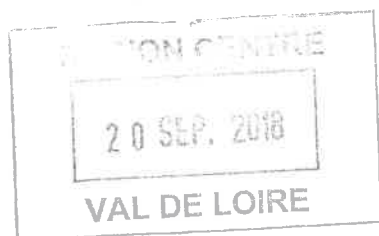
# BORDEREAU DE TRANSMISSION DU COURRIER DE CATEGORIE 1

<b>Date envoi du courrier :</b> 12/09/2018 <b>Emetteur :</b> TOURAINE PROPRE <b>Objet :</b> AVIS SUR LE PRPGD <b>Réponse non requise :</b> <input type="checkbox"/>	<b>Date reception :</b> 20/09/2018	<b>N° d'enregistrement :</b>  <div style="text-align: center; font-weight: bold;">2395</div>
--	------------------------------------	--

Elu	Signataire	Pilote	Copie	Elu	Signataire	Pilote	Copie
PRESIDENT				DOMINIQUE ROULLET			
MARC GRICOURT				AGNES SINSOULIER-BIGOT			
CATHY MUNSCH-MASSET				PHILIPPE FOURNIE			
MICHELLE RIVET				ANNE BESNIER			
ISABELLE GAUDRON				CHARLES FOURNIER		X	
HAROLD HUWART				CHRISTELLE DE CREMIERS			
ANNE LECLERCQ				MOHAMED MOULAY			
Copie autres élus							

Affectation	Pilote	Copie
CAB		X
Affectation	Pilote	Copie
DGS		
DTNC		
ERCVL		
SG		
DGMTD		
DAT		
DEIN		
DETE	X	
DTMD		
DGFREE		
DE		
DFP		
AgrEF		
Tourisme		
DESRTT		
DGEECVC		
DAFSS		
DCP		
DEJ		
DPECS		
DPOF		
DS		
DGOR		
DASJ		
DF		
DMG		
DSI		
DGARH		
DCAP		
DOMC		
DPSET		
Organisme(s) extérieur(s)		





**CONSEIL REGIONAL**  
**9 rue Saint-Pierre Lentin**  
**CS 94117**  
**45041 ORLEANS CEDEX 1**

**A l'attention de M. Francois BONNEAU,**  
**Président**

**Tours, le 12 septembre 2018**

Recommandé avec AR

**Objet : Avis sur le Plan Régional de Prévention et de Gestion des déchets**

Lettre : PD/DF/IAK / N°37-2018

Monsieur le Président,

La Région Centre Val de Loire s'est engagée dans l'élaboration du Plan Régional de Prévention et de gestion des Déchets en 2016 et a présenté lors de la commission consultative du 18 mai dernier, un projet de plan soumis pour avis aux autorités organisatrices en matière de collecte et de traitement des déchets.

En préambule, il peut être remarqué que dans le comité de pilotage mis en place pour l'élaboration du plan, les associations étaient largement représentées au détriment des professionnels des activités du déchet et des collectivités territoriales.

Pour mémoire, les collectivités adhérentes au Syndicat Touraine Propre se sont attachées à mettre en application dans la gestion de leurs services publics d'élimination des déchets, les préconisations du plan départemental tel qu'il a été approuvé en 2014 à la quasi-unanimité dont le Conseil Régional qui s'était prononcé favorablement.

Le projet de plan est un document de 480 pages qui comprend un état des lieux de la gestion des déchets ménagers et assimilés sur le territoire régional, un rappel du contexte réglementaire, un inventaire des installations de traitement, une prospective de l'évolution des gisements à 12 ans et une planification d'actions pour gérer les déchets et promouvoir l'économie circulaire.

En synthèse, il peut être fait l'observation d'objectifs de réduction des déchets fixés à moyen terme par le Plan très ambitieux voire irréaliste ; en effet, la production de déchets ménagers est liée directement à la consommation des ménages, à la production et la mise sur le marché

des biens de consommation, sur laquelle les collectivités qui doivent gérer le service public d'élimination des déchets, n'ont aucune maîtrise.

Les solutions de réduction des déchets à la source préconisées par le plan peuvent s'appliquer à certains producteurs mais pas à tous les usagers pour des raisons personnelles ou de logements inadaptés.

Sur la gestion des biodéchets, le plan prévoit des objectifs de valorisation de 55%, 65% et 76% respectivement en 2020, 2025 et 2031. Ces derniers sont proposés en pratiquant un tri à la source par les différentes collectivités. Actuellement, le tri à la source des biodéchets est un ramassage coûteux et non-productif. Cette situation ne ferait qu'aggraver le coût de fonctionnement de gestion des déchets des collectivités dans un contexte budgétaire extrêmement contraint ; de plus, un rapport récent de l'INERIS, en date du 21 février 2018, ne préconise pas ces méthodes qui peuvent représenter un risque sérieux d'hygiène pour les particuliers et les agents qui seraient en charge de cette collecte.

La tarification incitative est peu adaptée à du tissu urbain dense, a peu d'effet sur la production de déchets (on le voit dans le cadre de l'application de la redevance spéciale des gros producteurs), et peut induire des comportements déviants comme le report des déchets sur la poubelle sélective ou en déchèteries, l'émergence de dépôts sauvages ou le brûlage des déchets dans les jardins... En outre, sa mise en œuvre engendre majoritairement des coûts élevés et incompatible avec le dispositif de Cahors et la volonté de l'Etat de limiter les dépenses des collectivités locales.

Après un débat entre Le Président et les Vice-Présidents du Syndicat, puis d'une réunion de Bureau avec les collectivités adhérentes, il a été proposé de soumettre au Comité Syndical de Touraine Propre du 2 octobre prochain, un avis défavorable sur le contenu du plan ; celui-ci fixe beaucoup d'objectifs ambitieux et parfois contraires sans toutefois donner toute latitude aux collectivités et aux professionnels des déchets de mettre en place et d'exploiter leurs outils de valorisation.

Il est demandé au Conseil Régional de reprendre les travaux du plan avec une réelle concertation avec les territoires et les collectivités compétentes dans le domaine de la gestion des déchets et avec les professionnels du déchet dont les activités évoluent rapidement en fonction des conditions du marché et du contexte réglementaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Le 1<sup>er</sup> Vice-Président



Pierre DATIE



PJ : compte-rendu du 11/09/2018- Collectivités membres de Touraine Propre et partenaires – Plan Régional et centre de tri

## **COMPTE-RENDU REUNION TOURAINE PROPRE ET SES PARTENAIRES – PLAN REGIONAL ET CENTRE DE TRI INTERDEPARTEMENTAL**

**11 SEPTEMBRE 2018- 10 h**

**A TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE, salle Jean Germain**

### **Etaient présents :**

Touraine Propre : JL Galliot ( Pdt ) , P. Dattée ( VP ) , I. Aroche, D. Fraillon

Tours Métropole Val de Loire ( TMVL ) : S. Auger, ML. Malterre, G. Canevet

CC Touraine Est Vallées : J. Hurel ( VP ) , E. Bourgeois

CC Touraine Vallée de l'Indre : S. Duterte, A. Mancel

CC Loches Sud Touraine : L. Babary (VP ) , M. Morel, X. Fauvel

CC GC-Pays de Racan : J. Tessier

CC Castelrenaudois : C. Cousin

CC Bléré Val de Cher : C. Joly

CC Val d'Amboise : E. Bouche

Smitom d'amboise : F. Bister (VP ) G. Corps, R. Cubéro

Smictom du Chinonais : P. Massard , S. Dejonckere

Valdem : M. gauthier ( VP ) , S. Gatellet

Valeco : D. Viora

Smirgeomes : W. Acot

Sieom de Mer : F. Cottret

**Absents excusés** : A. Trystram, T. Boulay , M. Mary, P. Houlard.

## **I- PLAN REGIONAL**

Plusieurs syndicats adhérents à Touraine Propre ou de la future Société Publique Locale Tri Val de Loire ont sollicité une rencontre pour échanger avant avis à transmettre sur le projet régional. Pierre Dattee, Vice-Président de Touraine Propre, avait émis un vote défavorable le 18 mai dernier, lors de la dernière réunion organisée à Orléans, avant envoi du dossier.

Jean-Luc Galliot, Président a alerté les élus du Conseil Régional sur l'opposition à ce projet.

Lors d'une réunion en juillet au Conseil régional, M. le Maire de Montlouis-sur-Loire a également interpellé le Président Bonneau sur les conséquences de ce projet sur les collectivités locales tourangelles.

### **1-La procédure – la concertation**

Dès la prise de compétence par le Conseil Régional, le Président de Touraine Propre, avait alerté le Président Bonneau (lors d'une réunion de Bureau de TMVL), sur les objectifs fixés par le plan départemental approuvé avant les élections municipales de 2014.

Ce plan départemental avait été approuvé à la quasi-unanimité, avec avis favorable du Conseil Régional sur les projets proposés.

Les collectivités tourangelles étaient donc en droit d'espérer une continuité des politiques ainsi approuvées.

Touraine Propre et ses adhérents avaient en effet initié des études techniques et financières coûteuses pour aboutir à des projets opérationnels en 2017-2018.

Le Président Bonneau avait confirmé que l'élaboration du schéma ne pouvait s'effectuer sans tenir compte des projets locaux et sans concertation avec les territoires.

Cette demande avait été rappelée par le Président de Touraine Propre, lors de la première réunion de la Commission réunie dans l'hémicycle.

#### **Dans les faits :**

- les collectivités territoriales en charge de la collecte et de la valorisation des déchets ont été sous-représentées dans les instances préparatoires, tout comme les professionnels partenaires. Aucune réunion de travail n'a été organisée sur les territoires avec les élus et techniciens en charge de ces dossiers pour connaître et comprendre les contextes locaux, les contraintes, les projets en cours ou à l'étude.

De récentes publications du Conseil Régional font encore référence à des projets de tri-mécano-biologique, d'usine de compostage qui ne sont pas envisagés en Touraine.

- l'information sur la concertation est restée confidentielle et réservée à des initiés par la seule voix informatique. Tous les maires consultés confirment ne pas avoir eu connaissance de réunions organisées (et encore moins les concitoyens).

A minima, les élus en charge de cette compétence auraient pu être associés à l'organisation et invités dans des délais acceptables. Les réunions ont donc rassemblé des personnes « cooptées » d'une même sensibilité.

- le vote proposé en dernière minute lors de la réunion du 18 mai, confirme la volonté de court-circuiter les collectivités. Les associations (dont on ignore toujours la représentativité) se sont coalisées pour mettre en minorité les collectivités territoriales sur un sujet qui n'avait alors jamais été évoqué et débattu (interdiction de nouvelles usines qui vise spécifiquement l'Indre-et-Loire).

Jean-Luc Galliot précise qu'il a reçu à deux reprises, le Vice-Président Benoît Fauchaux : une première fois pour lui faire découvrir le centre de tri ; une seconde fois, avec Philippe Briand, Président de TMVL, et le directeur régional de l'ADEME pour faire un point d'étape sur les projets tourangeaux, et les dernières visites effectuées (Hénin-Beaumont, la Roche-sur-Yon).

Le Président de Touraine Propre souligne avoir été reçu par le Comité Economique et Social Régional pour évoquer la situation et les projets tourangeaux. Ses membres s'étaient vivement intéressés aux démarches de Touraine Propre (prévention du déchet, études ...), unique syndicat de ce type en Région Centre.

Il souligne enfin que les projets portés par les syndicats d'Indre-et-Loire ont été présentés au Conseil de développement de TMVL, validés par les Commissions Consultatives des Services Publics, et inscrits dans les schémas de réciprocité, bientôt signés entre la Métropole et les communautés de communes.

M. Massard, Président du Smictom du Chinonais, indique que le Vice-Président Fauchaux, devait lui rendre visite à Chinon, mais que cette rencontre n'a jamais eu lieu.

Les Conseils Régionaux, qui déplorent le manque de dialogue avec l'Etat, seraient bien inspirés en considérant que les intercommunalités de projet ne sont pas sous tutelle, mais porteurs d'initiatives, de bilans, dignes d'intérêt.

Touraine Propre souhaite qu'un véritable dialogue s'instaure sur ce projet régional et ses propositions.

## **2- la loi de transition énergétique**

Les récents arguments échangés avec les territoires font valoir que le schéma aurait simplement repris les préconisations législatives.

Si le schéma fait référence à certains articles du texte législatif,

- il impose des résultats nullement fixés par la loi.
- il passe sous silence les objectifs pour la transition énergétique (méthanisation, biogaz, CSR...).
- il ignore tout des efforts consentis par les intercommunalités.
- il fait l'impasse sur les conséquences financières des choix effectués dans le contexte du dispositif dit « de Cahors ».
- il évite de s'intéresser aux recours juridiques en cours sur les imprécisions de la loi, sur les travaux engagés ou les textes récents publiés par l'Union Européenne (Directive Déchets du 30 mai 2018).

- il décide de mesures incompatibles avec la libre circulation des marchandises (exemple : CSR).

A titre d'exemple :

- la recherche de solutions à proposer sur les biodéchets est fixée à l'horizon 2024-2025. En aucun cas, la loi fixe un seuil de valorisation à 50 % en 2020.
- le schéma fait silence sur la récente étude de l'INERIS, concernant la collecte à la source des biodéchets, soulignant des risques majeurs pour la santé, qui nécessitent pour les responsables locaux d'user du principe de précaution.
- la collecte sélective des biodéchets en porte-à-porte se traduit par des résultats médiocres et coûteux reconnus par le dernier bilan de l'ADEME (cf. expérimentation à Paris, abandon à Montpellier ...).
- la mise en place de la tarification incitative (à titre indicatif, 4 millions d'€ de dépenses supplémentaires pour Tours Métropole Val de Loire si elle était adoptée) est incompatible avec l'encadrement des dépenses de fonctionnement des collectivités de plus de 50 000 habitants.

La quasi-totalité des collectivités d'Indre-et-Loire regroupées au sein de Touraine Propre n'ont pas attendu ces injonctions pour prendre des initiatives sur la prévention à la source, la substitution de compost aux engrais chimiques, lutter contre le gaspillage alimentaire, visiter de nombreux sites français et étrangers pour en tirer des enseignements sans aucun à priori.

Le schéma ignore totalement la filière compostage des déchets verts, plébiscitée par les usagers, qui permet le retour à la terre (viticulture, maraichage, céréaliculture ...) de dizaines de milliers de tonnes de compost de grande qualité.

### **3- Equité territoriale ?**

Le syndicat Touraine Propre fait observer que :

- les départements de la Région disposent de filières d'incinération (jugées apocalyptiques, il y a encore quelques années) qui ne sont pas remises en cause.
- l'Indre-et-Loire est le seul département de la région où l'enfouissement constitue le mode dominant de traitement des déchets. La seule augmentation des taxes (TGAP) se traduira par un surcoût de plus de 3,4 millions d'€ pour la seule métropole d'ici 2022.

Comme il est illusoire d'effacer un gisement de 88 000 tonnes enfouies (gisement TMVL) en moins d'une décennie, les tourangeaux seraient les seuls en France à ne pas disposer d'usine de valorisation de substitution à l'enfouissement, et à subir des hausses fiscales importantes.

A l'issue de cet échange, il est précisé que :

- le Bureau de TMVL, réuni le 10 septembre a émis un vote défavorable à l'unanimité.
- les CC Touraine Vallée de l'Indre, Loches Sud Touraine, et Est Vallées voteront contre le schéma proposé.

Le Chinonais fait observer que :

- la procédure « au pas de charge » (1 an à 1 an et demi) ne pouvait conduire qu'à ce résultat.
- les modifications de dernière minute, imposées par les associations, relevaient du « coup monté ».
- les collectivités territoriales qui assurent le travail quotidiennement ont été volontairement mises de côté dans ce débat tronqué.
- les décisions appartiennent aux syndicats et intercommunalités.
- ce schéma dit « ambitieux » est en réalité « utopique » pour celles et ceux qui disposent d'une longue expérience.

Il est également fait observer que les aides financières allouées par le département pour conduire des actions de prévention (exemple : lutte contre le gaspillage alimentaire dans les collèges) ont été perdues par Touraine Propre lors du transfert de compétence. Le conseiller sera-t-il le payeur ?

Les participants notent enfin les objectifs divergents d'une région à l'autre.

A titre d'exemples :

- Clermont-Ferrand a été autorisée à augmenter de 10 000 tonnes sa capacité d'incinération
- Rennes ne prévoit pas de diminuer ses capacités d'incinération
- L'Auvergne annonce plus de 75 méthaniseurs sur son territoire y compris sur ordures ménagères !

## II / CENTRE DE TRI

Les difficultés rencontrées avec le SMIOM de Couesmes durant l'été ont été tranchées.

Ce syndicat, à cheval sur deux communautés de communes, ayant compétence sur les déchets aurait dû être dissout. Suite à diverses démarches (notamment, rencontre du Président avec Mme la Préfète), le SMIOM de Couesmes ne sera pas autorisé à adhérer à la SPL.

Les délibérations sont en cours. Une issue positive devrait intervenir avant fin octobre.

L'installation du Conseil d'Administration sera programmée au plus vite.

Les techniciens sont invités à anticiper le fonctionnement :

- agenda
- ressources humaines
- AMO pour la construction de l'équipement.

Il est demandé si le cabinet Trident continuera à accompagner le syndicat. Le Président précise que la mission confiée s'arrête à la constitution de la SPL.



Une nouvelle consultation sera lancée pour l'AMO, à laquelle le cabinet Trident (qui a donné satisfaction pour le volet technique) et ses associés pourront candidater.

Sur proposition du Smitom d'Amboise, un contact a été établi avec le cabinet CG Consulting, basé à Bruxelles. Ce cabinet pourrait être chargé d'une mission exploratoire sur la conquête d'aides européennes.

Les adhérents de la future SPL seront destinataires de sa proposition pour avis :

- lancement de la mission avant mise en concurrence et répartition de la charge financière entre collectivités ?
- mise en concurrence ?

L'ordre du jour étant épuisé, la réunion est levée à 12 h15.

Le 1er Vice -



Pierre DATTIE



Le Président

Jean-Luc GALLIOT

